

Distr.
LIMITEE

E/CN.4/1993/L.13
19 février 1993

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Quarante-neuvième session
Point 5 de l'ordre du jour

VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME EN AFRIQUE AUSTRALE :
RAPPORT DU GROUPE SPECIAL D'EXPERTS

Algérie*, Bangladesh, Barbade, Cameroun*, Chine, Cuba, Ethiopie*,
Gabon, Ghana*, Guinée-Bissau, Inde, Iraq*, Jamaïque*, Kenya,
Lesotho, Malaisie, Mauritanie, Myanmar*, Nigéria, Pakistan,
Qatar*, République arabe syrienne, République démocratique
populaire de Corée*, République-Unie de Tanzanie*, Rwanda*,
Sénégal*, Soudan, Tunisie, Yémen*, Yougoslavie*, Zaïre*, Zambie
et Zimbabwe* : projet de résolution

1993/... Situation des droits de l'homme en Afrique du Sud

La Commission des droits de l'homme,
Rappelant ses résolutions 1989/5 du 23 février 1989, 1990/26
du 27 février 1990, 1991/21 du 1er mars 1991 et 1992/19 du 28 février 1992,
Réaffirmant la Déclaration sur l'apartheid et ses conséquences
destructrices en Afrique australe dont il y a lieu d'appliquer pleinement les
dispositions,

*/ Conformément au paragraphe 3 de l'article 69 du règlement intérieur
des commissions techniques du Conseil économique et social.

page 2

Rappelant le rapport du Comité spécial contre l'apartheid (A/46/22), le deuxième rapport intérimaire du Secrétaire général sur l'application de la Déclaration (A/45/1052) et ses rapports sur la coordination de la conduite des organismes des Nations Unies dans les questions ayant trait à l'Afrique du Sud (A/46/648) et sur des mesures concertées et efficaces en vue de l'élimination de l'apartheid (A/46/499),

Ayant examiné le rapport du Groupe spécial d'experts sur l'Afrique australe (E/CN/14/1993/14),

Considérant qu'il imcombe à l'Organisation des Nations Unies et à la communauté internationale d'aider le peuple sud-africain dans la lutte légitime qu'il mène pour l'élimination totale de l'apartheid par des moyens pacifiques,

Notant que si des mesures positives ont été prises par les autorités sud-africaines, notamment l'abrogation de lois fondamentales sur l'apartheid et la révision des principaux textes législatifs sur la sécurité, de gros obstacles s'opposent encore à l'instauration d'un climat propice à une activité politique libre,

Notant aussi que si le Gouvernement sud-africain a pris des mesures positives pour changer le système d'enseignement racial, de nombreux obstacles demeurent encore,

Gravement préoccupée de constater que la poursuite de la violence menace de saper le processus de transformation pacifique du pays par voie de négociation en une Afrique du Sud unie, non raciale et démocratique,

Soulignant la nécessité d'étoffer et de renforcer les mécanismes créés en Afrique du Sud en vertu de l'Accord national de paix signé le 14 septembre 1991 et mettant l'accent sur la nécessité pour toutes les parties de coopérer dans la lutte contre la violence et de faire preuve de modération,

Se félicitant de l'attention accrue que la communauté internationale porte à la question de la violence en Afrique du Sud et plus particulièrement du déploiement d'observateurs des Nations Unies, de l'Organisation de l'unité africaine, du Commonwealth et de la Communauté européenne en Afrique du Sud pour servir les fins de l'Accord national de paix signé le 14 septembre 1991,

Profondément préoccupée par les révélations d'activités illégales et clandestines menées par les services de renseignements militaires pour nuire à une importante partie au processus politique d'évolution pacifique en Afrique du Sud,

Notant avec satisfaction les progrès réalisés dans la mise en oeuvre des accords conclus entre le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés et les autorités sud-africaines en vue de faciliter le rapatriement librement consenti des réfugiés et des exilés,

Notant avec préoccupation que les "homelands" demeurent toujours en dehors de l'ordre juridique, politique et administratif sud-africain,

Inquiète de constater que malgré l'amendement de l'Internal Security Act la détention sans inculpation demeure encore légalement possible,

S'inquiétant également des rapports établissant que des enfants continuent de faire l'objet de détention arbitraire et de traitements inhumains en Afrique du Sud,

Sérieusement troublée par les inégalités économiques et sociales en Afrique du Sud et par les répercussions négatives cumulatives de l'apartheid sur les droits économiques, sociaux et culturels de la majorité de la population d'Afrique du Sud,

Se félicitant des négociations entre le Gouvernement sud-africain et toutes les parties intéressées en vue d'arrêter les modalités pour l'élaboration d'une constitution non raciale, démocratique,

1. Prend note du rapport du Groupe spécial d'experts sur l'Afrique australe et le félicite pour la façon digne d'éloges dont il a établi son rapport;

2. Réaffirme son soutien à la lutte légitime menée par le peuple sud-africain pour éliminer complètement l'apartheid par des moyens pacifiques, ainsi que son droit d'instaurer un régime démocratique, non fondé sur des préjugés raciaux, compatible avec la Charte internationale des droits de l'homme;

3. Réaffirme également le consensus international d'opposition à l'apartheid, de soutien à la lutte pacifique menée pour éliminer l'apartheid et faciliter la création d'une Afrique du Sud démocratique non fondée sur des préjugés raciaux;

page 4

4. Demande aux autorités sud-africaines d'exercer effectivement leurs responsabilités d'assurer le maintien de l'ordre, de mettre fin à la violence, de poursuivre les responsables et de protéger tous les citoyens, quelle que soit leur affiliation politique;

5. Invite également toutes les parties à s'abstenir de commettre de nouveaux actes de violence;

6. Prie instamment le Gouvernement sud-africain d'appliquer sans restriction les recommandations de la Commission d'enquête sur les actes de violence et d'intimidation (Commission Goldstone) et de coopérer avec la Commission afin de lui permettre de poursuivre son enquête sur le fonctionnement et les activités des forces de sécurité et autres formations armées;

7. Félicite le Secrétaire général des mesures prises pour s'attaquer aux problèmes signalés dans son rapport (S/24389) et, en particulier, pour aider à renforcer les structures créées en vertu de l'Accord national de paix, notamment en déployant des observateurs des Nations Unies en Afrique du Sud, et le prie instamment de continuer de s'attaquer à tous les problèmes mentionnés dans son rapport qui relèvent de la compétence de l'Organisation des Nations Unies;

8. Se félicite aussi du déploiement en Afrique du Sud d'observateurs de l'Organisation de l'unité africaine, du Commonwealth et de la Communauté européenne;

9. Demande au Gouvernement sud-africain de libérer tous les prisonniers politiques encore détenus, y compris ceux qui sont dans le quartier des condamnés à mort, conformément aux termes de la Déclaration de 1989 sur l'apartheid et ses conséquences destructrices en Afrique australe et autres accords conclus pour la mettre en application;

10. Demande instamment au Gouvernement sud-africain d'autoriser le retour en toute sécurité et sans condition de tous les exilés et réfugiés politiques;

11. Engage la communauté internationale à aider le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et les autres organisations humanitaires dans leur opération de rapatriement et de réinsertion des réfugiés et exilés sud-africains, dans des conditions de sécurité et de respect de leur dignité;

12. Engage en outre la communauté internationale à soutenir et renforcer le rôle des groupes humanitaires et de défense des droits de l'homme en prêtant une assistance aux victimes de l'apartheid et en contrôlant la situation des droits de l'homme en Afrique du Sud;

13. Félicite tous les groupes et tous ceux qui luttent contre l'apartheid à l'intérieur et à l'extérieur de l'Afrique du Sud pour leur engagement et leur contribution positive aux efforts déployés pour démanteler l'apartheid;

14. Lance à nouveau un appel au Gouvernement sud-africain pour qu'il prenne au plus vite les mesures juridiques et administratives tendant à abolir le système des "homelands" et à les réincorporer dans l'Afrique du Sud;

15. Prie instamment le Gouvernement sud-africain, en consultation avec toutes les parties aux négociations, de s'attaquer sérieusement et d'urgence au problème des paysans sans terre et des inégalités flagrantes dans le régime foncier en vue de créer un climat de stabilité durable en Afrique du Sud;

16. Invite instamment une fois encore, les autorités sud-africaines à abroger les lois d'apartheid discriminatoires qui demeurent en vigueur, à adopter les mesures juridiques et administratives nécessaires pour remédier aux inégalités économiques et sociales tenaces et à mettre en oeuvre et faire appliquer, sans plus tarder, cette législation dans les secteurs de l'éducation, de la santé, du logement et de la protection sociale;

17. Invite également instamment les autorités sud-africaines à favoriser le démantèlement de l'apartheid en adhérant aux Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale;

18. Se déclare à nouveau profondément préoccupé par les cas de détention arbitraire et de traitement inhumain d'enfants détenus en Afrique du Sud qui lui ont été rapportés;

19. Exige que les autorités sud-africaines respectent pleinement l'article 29 du Prisons Act, interdisent le traitement inhumain des enfants en Afrique du Sud et leur assurent l'exercice de leur liberté fondamentale et légitime de circulation, d'association et d'éducation;

20. Demande le remplacement du système d'éducation raciale actuellement en vigueur par un système d'éducation non fondé sur des préjugés raciaux;

page 6

21. Demande aussi à la communauté internationale d'aider les organismes sportifs non raciaux d'Afrique du Sud qui ont reçu l'aval, dans le pays, des autorités sportives représentatives opposées à l'apartheid, à remédier aux inégalités structurelles qui persistent dans les sports;

22. Exhorte toutes les parties à reprendre, sans retard, des négociations aussi larges que possible sur les arrangements intérimaires et sur les principes fondamentaux de la recherche d'un accord sur une nouvelle constitution démocratique et non raciale, en vue de sa rapide entrée en vigueur;

23. Engage la communauté internationale à soutenir le processus délicat et critique de transition encore en cours en Afrique du Sud en exerçant une pression modulée en fonction du cours des événements positifs qui peuvent se produire, par exemple un accord des parties sur des arrangements intérimaires ou un accord sur une nouvelle constitution non raciale et démocratique.

24. Lance à nouveau un appel à tous les gouvernements pour qu'ils respectent pleinement l'embargo obligatoire sur les armes et prie le Conseil de sécurité de continuer à surveiller de près l'application de cet embargo tel qu'il a été décidé par le Conseil dans ses résolutions 418 (1977) du 4 novembre 1977, 558 (1984) du 13 décembre 1984 et 591 (1986) du 28 novembre 1986;

25. Demande à la communauté internationale d'appuyer le processus de paix au Mozambique et en Angola et de mobiliser des ressources supplémentaires pour aider les Etats de première ligne et autres Etats voisins à reconstruire leur infrastructure économique et sociale et à réinsérer les victimes des déplacements internes et externes après des années de déstabilisation;

26. Demande également au Centre pour les droits de l'homme de répondre en temps voulu, suivant les directives du Secrétaire général, aux besoins d'une situation en évolution en Afrique du Sud pendant la période de transition, conformément à la résolution 47/116 A de l'Assemblée générale en date du 18 décembre 1992;

27. Décide de renouveler pour une période de deux ans le mandat du Groupe spécial d'experts sur l'Afrique du Sud composé des experts suivants agissant à titre individuel : M. Leliel Mikuin Balanda (Zaïre), M. Armando Entralgo (Cuba), M. Felix Ermacora (Autriche), M. Elly Elikunda E. Mtango (République-Unie de Tanzanie), M. Zoran Pajic (Bosnie-Herzégovine) et M. Mulka Govinda Reddy (Inde);

28. Prie le Groupe spécial d'experts, en coopération avec le Comité spécial contre l'apartheid et autres organes d'enquête et de surveillance, de continuer d'examiner la situation concernant la situation des droits de l'homme en Afrique du Sud, notamment les allégations de torture, de mauvais traitements et de décès de détenus, ainsi que d'atteintes aux droits syndicaux;

29. Prie le Groupe spécial d'experts de lui soumettre son rapport intérimaire à sa cinquantième session et son rapport final à sa cinquante et unième session;

30. Prie le Groupe spécial d'experts de présenter un bref rapport préliminaire à l'Assemblée générale à ses quarante-huitième et quarante-neuvième sessions;

31. Demande à nouveau au Gouvernement sud-africain d'autoriser le Groupe spécial d'experts de se rendre en Afrique du Sud pour recueillir des informations de particuliers et d'organisations en vue d'évaluer la situation des droits de l'homme en Afrique du Sud, étant entendu que :

a) Le Groupe spécial d'experts se verrait garantir un accès libre et confidentiel à tout particulier, organisation de prisonniers ou anciens prisonniers, détenus ou anciens détenus;

b) Le Gouvernement sud-africain s'engagerait fermement à faire en sorte que toute personne ou organisation qui témoignerait soit à l'abri de toute poursuite officielle découlant de son témoignage.
